

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Ce n'est sûrement pas un secret, madame la Présidente, que notre Budget est dur. Il est dur, oui, mais il est aussi équitable! Rappelons-nous qu'en intérêts seulement la dette nous coûte un milliard à tous les 15 jours. C'est énorme! On n'a pas le choix de fermer le robinet et de procéder à une augmentation des impôts et à des restrictions budgétaires importantes. C'est l'augmentation sensible du service de la dette qui empêche le gouvernement de réduire le déficit cette année. Il s'agit, madame la Présidente, de dépenses incompressibles, qui sont en l'occurrence les frais de la dette publique et le fonctionnement de l'appareil gouvernemental qui se trouve en quelque sorte à paralyser les finances de notre pays. Il faut donc en premier lieu freiner le déficit pour ensuite le diminuer à un niveau plus acceptable. C'est le but fixé par notre ministre des Finances, et il s'est donné les outils nécessaires en réduisant les dépenses et en augmentant les recettes.

La limitation de la dette permettra à nos enfants et à nos petits-enfants d'avoir en héritage autre qu'une dette colossale, devenue incontrôlable. Cette politique budgétaire garantie, madame la Présidente, un meilleur avenir à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes. Aussi, permettez-moi de porter à votre attention les commentaires d'un citoyen honorable de ma région qui faisait, lors d'une réunion de gens d'affaires, il y a quelques jours, les commentaires suivants. Ils apparaissent justement dans le journal *Le Quotidien*; il s'agit d'un commentaire de M. Bertrand Tremblay. Voici ce qu'il disait, madame la Présidente: «S'il veut accomplir courageusement un travail efficace, tout ministre des Finances doit sacrifier sa popularité. . . philosopheait hier matin l'administrateur, M. Eddy Lalancette, à une rencontre convoquée par la firme comptable Charette, Fortier, Hawey, Touche et Ross».

Cette personne qui disait cela, madame la Présidente, c'est un ex-conseiller municipal qui lui-même a dû agir à titre de président des Finances à l'époque. Justement, ce monsieur Lalancette estime que lorsqu'on veut appliquer de telles mesures, ça ne peut pas être populaire, et c'est précisément l'orientation que notre ministre a prise. Je crois qu'il traduit bien la réalité dans laquelle nous sommes confrontés. Nous devons accomplir des gestes impopulaires, oui, mais dans l'intérêt des Canadiens!

Aussi, madame la Présidente, je voudrais vous présenter d'autres commentaires qui sont exactement le contraire de ceux-ci, pour expliquer un peu comment chacun des Canadiens peut voir cela différemment. Cette fois-ci, c'est un de mes collègues de l'Assemblée nationale au gouvernement du Québec, M. le député, Francis Dufour, et voici comment il voyait notre Budget. Il disait dans le journal *Le Réveil*, que le dernier Budget fédéral du ministre des Finances ne démontre nullement que le gouvernement Mulroney est en mesure de contrôler sérieusement ses dépenses. Mais je pense, madame la Présidente, que mon collègue n'a sûrement pas pris connaissance du Budget du ministre des Finances et n'a pas pris connaissance de ce document sur le discours du Budget, que j'ai en main ici. Je pense que pour les Canadiens et les Canadiennes, c'est important de voir ce qui se passe. En

1984-1985, les dépenses du gouvernement, les dépenses de programmes, étaient de 86,8 milliards de dollars.

• (1610)

La même année, toujours en 1984-1985, lorsqu'on a pris le pouvoir, nos recettes, c'est-à-dire les revenus du gouvernement, étaient de 70,9 milliards. C'est donc dire qu'en 1984-1985, nos dépenses étaient d'environ 16 milliards de plus que nos rentrées d'argent. En 1988-1989, les dépenses du gouvernement, les dépenses de programmes, sont maintenant de 100 milliards. Et les revenus, les recettes budgétaires, les entrées de fonds du gouvernement, sont maintenant de 104 milliards. Pour l'an prochain, les dépenses seront de l'ordre de 103 milliards et les revenus du gouvernement seront de 112 milliards.

Comme on peut le constater, madame la Présidente, graduellement avec le temps, les entrées de fonds du gouvernement sont plus importantes que les dépenses. Cependant, le problème de notre gouvernement est cette fameuse croissance de la dette. La dette a atteint un niveau de 320 milliards de dollars, actuellement, et c'est cela qui coûte cher. Et je vais vous le démontrer encore par des chiffres qui, je pense, sont révélateurs de la situation. En 1984, le déficit était de 38 milliards; en 1988-1989, il est de 28 milliards et l'an prochain il sera de 30,5 milliards. Et les dépenses budgétaires, si on les regarde en pourcentage, au cours des dernières années, elles étaient de 19.5 p. 100 en 1984, 16 p. 100 en 1988-1989 et 16.1 p. 100 en 1989-1990. C'est donc dire que nos dépenses s'en vont en diminuant, comparativement en proportion du Produit intérieur brut.

Madame la Présidente, ce sont des données dont on doit tenir compte et qui, je pense, expriment bien que le gouvernement contrôle sa dette et prend les mesures appropriées pour faire en sorte que dans un court laps de temps le gouvernement puisse atteindre un taux de croissance de la dette inférieur au taux de croissance de l'économie du pays.

Cela dit, madame la Présidente, je pense qu'avec tout le respect que je dois à mon collègue, le député de l'Assemblée nationale de Québec, je crois qu'en prenant connaissance de ces éléments, il pourra voir qu'au contraire le gouvernement est dans la bonne direction, et qu'il devra peut-être tenir compte du commentaire de M. Lalancette qui disait qu'un ministre des Finances n'est jamais populaire lorsqu'il présente son budget.

Madame la Présidente, oui, notre Budget est dur, mais je pense qu'il demeure équitable. Il demeure équitable, pourquoi? Parce qu'il va exiger plus de ceux qui ont la capacité de payer, qui ont la capacité de souscrire davantage à l'effort national dans le but de réduire cette fameuse dette.

D'abord, les grandes sociétés vont être davantage mises à contribution, et je me permets ici de vous faire part de certaines constatations. Nous avons constaté que certaines grandes sociétés semblaient trouver des échappatoires en contribuant peu ou si peu aux coffres de l'État, et dans certaines hypothèses, entre autres, on voulait